3E
11-06-92

D8244/38

RWANDA

La guerre secrète de l'Elysée en Afrique de l'Est

Des renforts français viennent d'être dépêchés au Rwanda, au secours du régime du président Juvenal Habyarimana. Très impliqué, Paris fournit depuis vingt mois armes et encadrement à l'armée gouvernementale. Enquête.

La France fait la guerre au Rwanda. Dans le plus grand secret. 150 militaires français viennent d'être dépêchés dans ce petit pays d'Afrique de l'Est, ravagé depuis vingt mois par la guerre civile. Envoyés u secours du président Juvenal Habyarimana, au pouvoir depuis 1973, s rejoignent sur place une autre compagnie de soldats français, maintenue u « *pays des mille collines* » depuis le octobre 1990. Ce jour-là, l'arrivée de ontingents militaires français et elge, officiellement venus pour assurer l'évacuation de leurs ressortissants, avait sauvé un régime en pleine érive. Encore avait-il fallu, pour prévenir l'imminente conquête de la capiale par les forces rebelles, qu'une olonne de ravitaillement du Front opulaire rwandais (FPR) soit stoppée, au lance-roquettes, par un hélioptère de combat. Aux commandes tait alors un officier de la Direction énérale de la sécurité extérieure DGSE), le contre-espionnage franais. Depuis deux mois, c'est un autre fficier français, le lieutenant-colonel ean-Jacques Maurin, qui *de facto* écide des opérations de guerre de armée rwandaise.

Samedi dernier, à Paris, des repréentants du gouvernement rwandais t du FPR, le mouvement rebelle, se encontrent pour la première fois deuis le début des combats au Rwanda. e porte-parole du Quai d'Orsay souigne le rôle de « facilitateur » joué par a France. En revanche, il n'annonce as qu'au même moment, une companie française venue de sa base en entrafrique débarque à Kigali, la apitale. La veille, les rebelles rwanais se sont emparés de la ville de yumba, à 70 kilomètres au nord de igali. Paniqué, le président Habyarimana s'était alors adressé directement l'Elysée. Son appel au secours y a été ntendu. François Mitterrand entretient d'excellentes relations personnelles avec le chef de l'Etat rwandais, de même que son fils aîné et conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines, ean-Christophe Mitterrand, avec l'autre fils», Jean-Pierre Habyarimana...

Hier, une source au ministère de la Défense à Paris a confirmé la présence le soldats français à Byumba. « *Nous y sommes pas intervenus, mais nous ommes là-bas pour voir et pour être vus* », a-t-elle expliqué, parlant de « *gesticulation préventive* ». Mais qui a donc repris Byumba ? Officiellement, l'armée rwandaise. L'ennui, c'est que celle-ci se serait effondrée depuis longtemps sans l'appui des forces françaises. Depuis vingt mois, une compagnie de légionnaires « tient » l'aéroport et certains axes routiers dans la capitale rwandaise. Quelque 25 coopérants militaires français assurent par ailleurs l'entretien du matériel de guerre. Enfin, un Détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI), aujourd'hui fort d'une trentaine d'hommes, « forme » l'armée rwandaise.

Rob Hadley - AP

Nord du Rwanda, *fin 90. Un soldat blessé revient du front.*

Dans la réalité, cette mission qui, en théorie, exclut tout encadrement opérationnel, est ambiguë à souhait. Dans une note confidentielle adressée le 16 février dernier à l'ambassade de France à Kigali, le ministère rwandais des Affaires étrangères inclut ainsi parmi les attributions du chef du DAMI, à l'époque le lieutenant-colonel Chollet, « *l'emploi des forces rwandaises* ». Le texte précise que l'officier français, en même temps conseiller du Président rwandais, « *rendra compte périodiquement à ses deux autorités de tutelle* »... Epinglé dans la presse belge, le lieutenant-colonel Chollet n'a finalement jamais pu assumer cette double casquette d'instructeur « neutre » et de commandant opérationnel de l'armée rwandaise. Devenu trop voyant, il a été retiré. Mais l'idée n'a pas été abandonnée pour autant.

Selon nos informations, c'est le lieutenant-colonel Maurin, officiellement l'adjoint de l'attaché militaire à l'ambassade de France, qui commande aujourd'hui les forces rwandaises.

Les rebelles du Front patriotique dénoncent avec virulence cette « *caution militaire française* ». Dans un communiqué publié hier à Bruxelles, le FPR estime que « *la justification humanitaire de la présence militaire française au Rwanda s'avère de plus en plus être un leurre. L'argument rabâché selon lequel elle vise à tempérer l'ardeur meurtrière du régime en place est pour le moins faible devant le poids des faits* ». Ceux-ci viennent d'être rappelés dans un rapport d'Amnesty International, publié il y a deux semaines : au cours des vingt derniers mois, en représailles contre l'incursion rebelle à partir de l'Ouganda, les forces de sécurité rwandaises ont sommairement exécuté « *plus de mille Tutsi* », l'ethnie minoritaire au Rwanda. Alors que quelque 800 prisonniers politiques viennent d'être libérés, au mois de février, les assassinats et attentats meurtriers se multiplient à travers le pays.

La France, malgré les dénégations de ses officiels, est partie prenante dans la guerre au Rwanda. Paris apporte son soutien actif à ce que l'africaniste Jean-Pierre Chrétien appelle « *le tribalisme majoritaire* » du président Habyarimana. Ce dernier, membre de l'ethnie Hutu, qui représente 80 % de la population rwandaise, ne veut pas composer avec les exilés Tutsi, chassés du pouvoir et du pays en 1959. Fournissant aujourd'hui le gros des troupes du FPR, le général Habyarimana les accuse de vouloir rétablir « *l'ancien ordre féodal* ». Or l'opposition intérieure, qui vient d'entrer au sein d'un gouvernement de transition, représente une large majorité de Rwandais aspirant à une démocratisation du régime, au-delà des clivages ethniques. La semaine dernière, à Bruxelles, l'opposition rwandaise s'est ainsi concertée avec les rebelles du FPR, constatant leur commune volonté de mettre fin aux combats et de former un « *gouvernement d'union nationale* » conduisant le pays à des élections libres. Or, le président Habyarimana et son entourage affairiste ne sont pas contraints de s'y résigner tant que la France alimente leur guerre contre les « *revanchards tutsis* ».

Le 14 mai dernier, un Boeing-707 cargo de la compagnie bulgare Global Air est venu charger des obus pour mortier, du type 120 mm « rayés », Châteauroux, qui abrite l'ancien aéroport de l'OTAN aujourd'hui utilisé par l'armée française. Le numéro de vol attribué à cet enlèvement identifie comme commanditaire Air Rwanda. Dans l'incapacité technique de transporter elle-même ces munitions, la compagnie africaine a « sous-traité » l'affaire. Apparemment, c'est une pratique courante dans le florissant commerce d'armes avec le Rwanda. De l'aveu même du ministère de la Défense à Paris, des « *avions civils sud-africains* » seraient également venus au mois de mai à Châteauroux pour charger des munitions destinées à l'armée rwandaise. Simultanément, du matériel militaire d'une valeur de plus de 30 millions de francs vient d'être livré par l'Egypte au régime rwandais, selon *la Lettre du Continent*, publiée à Paris, qui s'offre le luxe d'ajouter le numéro de compte au Crédit lyonnais de Londres sur lequel le règlement a été effectué...

Questions : d'où proviennent les fonds qui permettent au Rwanda, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, de financer cette guerre, et, accessoirement, à quoi servent tant d'obus dans un territoire exigu — seulement 26 000 kilomètres carrés —, densément peuplé de 7 millions d'habitants ? Car les quantités enlevées en France sont importantes : au point que, l'armurier Thomson ne pouvant plus livrer, l'on a « prélevé » sur les propres stocks de l'armée française...

Stephen SMITH

J/CM
Menage
RWANDA
GILLERON

Copie certifiée conforme
à l'original
Le Greffier